

Stratégie 2023

Opération Libero



Notre vision

Nous défendons une société ouverte et progressiste, libérale et juste, dans laquelle chaque être humain est libre de se développer et est égal en dignité et en droits.





Notre Mission

Nous nous engageons pour la préservation et le développement de la démocratie libérale en Suisse, en Europe et dans le monde, car elle constitue la base d'une société ouverte et progressiste, libérale et juste. Nous considérons nos activités comme une contribution à la protection et au développement des institutions de l'État de droit et du projet européen, en soulignant leur importance dans divers contextes sociaux, en agissant lorsque nous constatons qu'elles sont menacées et en nous efforçant de les améliorer en permanence.

Nous sommes un mouvement politique indépendant, hors partis, inclusif et accessible. Nous encourageons le volontariat et les opportunités de co-création pour la communauté active au sein de notre mouvement. Nos hiérarchies sont aussi plates que possible. Ensemble avec d'autres forces, nous faisons la différence en tant que mouvement politique, car nous considérons le changement comme une opportunité potentielle de progrès social. Nous sommes précis-es dans notre contenu, effronté-es et clair-es dans notre expression, poli-es dans nos relations.

Nos lignes directrices

Focus thématique

Pour accroître notre impact en tant qu'organisation politique, nous nous concentrons sur les thèmes. En tant qu'organisation non partisane et indépendante, nous sommes libres de choisir nos thèmes et nos positions, de fixer des priorités, d'agir là où sont les enjeux les plus brûlants - et de faire la différence grâce à cette orientation.

Élaboration des politiques

Nous voulons introduire et mettre en œuvre nos propres discours et cadrages dans nos points focaux thématiques, ainsi que lancer nos propres revendications et initiatives (par exemple, une initiative populaire). Nous ne nous contentons pas de réagir aux démarches des autres, mais nous agissons très tôt. Nous utilisons de plus en plus notre pouvoir de campagne pour façonner efficacement les politiques et nous surveillons de près les politiques institutionnelles.

Renforcement de la base

Nous construisons notre communauté et voulons nous développer en tant que mouvement - avec plus de membres, plus de partisan·es, plus de donateurs·trices et plus de bénévoles. Nous élargissons nos cercles de supporters·trices et renforçons notre présence sur diverses plateformes. Nous voulons être un mouvement dans toutes les régions du pays et dans toutes les régions linguistiques.

Financement durable

Nous établissons un modèle de financement qui peut nous soutenir durablement, qui nous permet de nous concentrer sur nos activités principales et d'avoir le plus grand impact possible. Notre objectif principal est de gérer de manière cohérente des budgets équilibrés,

de réviser notre comptabilité analytique et de stabiliser nos fonds propres. À cette fin, nous investissons dans la collecte de fonds et la bonne gestion financière, en introduisant des processus de contrôle et en créant une transparence financière totale, tant à l'interne qu'à l'externe. À l'avenir, nous continuerons à investir autant que possible dans notre travail de campagne.

Crédibilité

Nous assurons notre crédibilité et nous nous engageons à faire preuve d'une transparence totale, d'indépendance et de bonne gouvernance. Nous sommes abordables et travaillons de manière inclusive. Nous sommes et restons indépendant·es, tant sur le plan du contenu que sur le plan financier. Nous vivons intérieurement ce que nous exigeons extérieurement. Nous sommes honnêtes, sincères et ouvert·es à la critique. Nous cultivons une culture du feedback et apprécions les désaccords bien intentionnés. Nous reflétons nos actions et nous nous efforçons de nous améliorer en permanence.

Méthodes de travail et compétences

Nous travaillons de manière professionnelle et, surtout, efficace. Nous avons une structure hiérarchique plate et, en tant qu'organisation bénévole, nous sommes souples. Toutes celles et tous ceux qui veulent se joindre à nous doivent pouvoir le faire. Nous communiquons de manière directe et transparente. Pour une liberté de création maximale, nous travaillons dans des rôles bien définis, avec des tâches, des compétences et des responsabilités claires. Pour accroître notre impact en tant qu'organisation politique, nous élargissons aussi constamment nos compétences et apprenons continuellement.

Nos contenus

Le mouvement Opération Libero tient compte des enjeux clé tout en étant original dans son contenu politique. En contrepartie, il se permet de fixer des priorités thématiques claires. Nous mesurons l'importance d'une question à l'aune de notre **vision** d'une société ouverte et progressiste, libérale et juste, dans laquelle chaque personne peut s'épanouir librement et est égale en dignité et en droits.

Ce faisant, nous nous efforçons d'assurer un **leadership thématique** pour chaque thème auquel nous croyons et qui sont à la fois d'une importance fondamentale et négligées par les acteurs politiques établis : Europe, numérisation, droits des citoyen·nes et transparence. En aval de ces questions, il y a des **positions** que nous défendons depuis notre fondation et que nous continuerons à défendre : la migration et l'égalité.

Les **questions transversales** changement climatique, numérisation et discriminations sont destinées à orienter notre travail de manière holistique. Enfin, à l'avenir aussi nous nous réservons le droit de nous engager spontanément **dans la brèche** si nous constatons que des acquis libéraux sont menacés.

Leadership thématique

Europe

De par notre histoire commune, mais surtout pour l'avenir de la Suisse en tant que centre de travail et de recherche, aucune question n'est plus importante que notre relation avec le projet européen, qui est dans l'impasse depuis longtemps. Il s'agit du plus grand problème structurel de la Suisse. Aucun projet n'est plus crucial que le projet européen pour l'avenir de la démocratie libérale, dont l'objectif central est de garantir et de promouvoir les droits individuels. S'il échoue, ou simplement stagne, alors que les projets autoritaires gagnent du terrain et du pouvoir dans le monde entier, les acquis libéraux les plus fondamentaux seront en jeu. Qui plus est, aucun projet n'a autant à nous apprendre sur la façon dont, dans un monde globalisé où les cadres de l'État-nation pour organiser une communauté atteignent leurs limites, une communauté peut continuer à être organisée de façon démocratique et décentralisée.

Malgré l'importance primordiale de la politique européenne pour le monde, pour l'Europe et pour la Suisse, il n'existe pas de domaine politique en Suisse dans lequel - en raison de la domination du populisme dans les trente dernières années - le cadre de discussion a autant bougé et où restent incontestées tant d'idées reçues, de préjugés et de lieux communs. Alors qu'il devrait être complexe et profond, le débat sur la Suisse en Europe est stérile et superficiel. Cela se voit déjà dans l'obsession de la question de l'adhésion, sur laquelle la politique européenne en Suisse reste étroitement axée. Opération Libero n'est pas particulièrement intéressée par cette question. Ce qui nous intéresse, c'est de savoir ce que notre relation avec l'Europe doit être capable de réaliser, dans quelle mesure elle est capable d'adapter le corpus juridique commun aux exigences de notre époque, dans quelle mesure elle est capable de résoudre les conflits et dans quelle mesure elle nous permet d'avoir notre mot à dire dans ce qui

nous concerne.

Numérisation

L'Europe nous montre également que la manière dont une communauté est organisée est en grande partie le produit de son environnement technologique. Avec la numérisation, on assiste à une poussée technologique qui va changer fondamentalement non seulement l'économie, mais aussi les informations que les autorités et les grandes entreprises auront sur nous, la manière dont les guerres sont menées, la façon dont nous consommons l'information et les communautés auxquelles nous avons le sentiment d'appartenir. Nous sommes des optimistes de la technologie. Mais nous ne sommes pas naïf·ves. Nous sommes conscient·es que la numérisation est une destruction créatrice, qu'elle va concentrer le pouvoir et reproduire les relations de pouvoir, qu'elle va produire des perdant·es et dont nous devons prendre soin. Nous sommes également conscient·es que des institutions publiques performantes pourraient faire partie de ces perdant·es si nous ne les adaptons pas de manière proactive à la destruction créatrice et si nous ne cherchons pas de nouveaux moyens d'organiser la communauté, de gérer et de promouvoir ensemble la res publica, la chose publique. Ce qui nous intéresse, c'est de savoir comment les valeurs fondamentales de notre société, la dignité et l'autonomie de l'individu peuvent être protégées des perturbations par des institutions adaptatives, de manière à ce pouvoir conserver ces valeurs fondamentales même si la numérisation ne laisse rien au hasard.

Citoyenneté

Le maintien de nos institutions communes et de notre démocratie concerne également la question de la citoyenneté, c'est-à-dire des personnes que nous considérons comme des membres à part entière de notre société et de celles qui ne le sont pas, de celles à qui nous accordons une voix politique et de celles qui n'en ont pas. Comme dans la politique européenne, dans la question de la citoyenneté le récit de ce que nous pensons être et la réalité de ce que nous sommes devenu·es s'opposent de plus en plus. Nous excluons un quart des habitant·es du pays de la pleine adhésion politique. La conception de la citoyenneté comme un grand honneur, comme un privilège accordé gracieusement par les autorités après une longue période d'examen de l'esprit et du mode de vie d'une personne, est devenue une humiliation systématique des non-citoyen·nes et un sérieux fardeau pour la démocratie. Il est donc grand temps de mener un débat fondamental sur le « nous » et de procéder à des réformes fondamentales dans tous les domaines qui attribuent une appartenance à ce « nous ». Les droits individuels de toutes celles et de tous ceux qui vivent en Suisse doivent prendre la place des privilèges gracieusement accordés. Le « nous » libéral et démocratique qui accorde des droits égaux à toutes et tous doit remplacer le « nous » statique, exclusif et fondé sur l'ascendance qui définit actuellement la citoyenneté suisse et sape sa démocratie.

Transparence

Nous sommes également soucieux·ses de cultiver la démocratie dans une autre préoccupation centrale : la transparence du financement politique. En Suisse, on considère trop souvent comme une vertu le manque de transparence sur la provenance des fonds des campagnes politiques. Aussi ambitieux qu'il soit de parvenir à la transparence du financement politique par

la réglementation, la Suisse a néanmoins brillé jusqu'à présent en n'essayant même pas. C'est déjà une raison pour réaliser qu'il est temps de prendre les rênes en main et de montrer l'exemple de ce qui est essentiel pour une démocratie plus saine, plus juste et plus durable : une bien meilleure information sur l'origine des fonds utilisés pour financer le travail politique et, en particulier, les campagnes politiques. Opération Libero ambitionne de devenir l'organisation politique la plus transparente de Suisse, de pouvoir rendre compte publiquement de l'origine, de l'utilisation et de la structure de ses ressources financières de la manière la plus détaillée possible, et ainsi de donner un signal à ses adversaires politiques : l'absence de transparence n'est pas une condition préalable au succès politique ; car les donateur·trices sont heureux·ses de maintenir leur soutien s'il s'agit d'une organisation transparente et cohérente dans la défense de ses convictions.

Positions

Migration

Nous continuerons à adopter une position claire sur la politique migratoire. Le droit des migrations, comme le droit de la citoyenneté, détermine qui a accès à l'appartenance à une communauté et dans quelles conditions, et qui a quelles possibilités d'avancement et de participation. La liberté de circulation est une préoccupation libérale, car elle place la liberté de chaque individu au centre et, de plus, elle lui permet d'améliorer substantiellement ses conditions de vie par ses propres efforts, au lieu d'être soumis à la coïncidence souvent décisive du lieu de naissance. La migration devrait donc être autorisée en principe et seulement interdite dans des cas exceptionnels. Une politique migratoire libérale commence toutefois par améliorer le sort de celles et ceux qui n'ont pas d'autre choix que de migrer, c'est-à-dire le sort des réfugié·es. La première étape de cette voie, en coopération avec les voisins européens, devrait être la création de voies légales de migration, c'est-à-dire la création de la possibilité de demander une protection dans un État européen sans devoir préalablement faire appel à des trafiquants et risquer sa vie. Ces mesures exigent beaucoup de courage et de capital politique de la part des élu·es. Cependant, au lieu de commencer à constituer ce capital, ils·elles continuent à prétendre que la migration est une perturbation temporaire de l'ordre naturel et qu'à un moment donné, ils·elles pondront l'œuf d'or qui pourra ramener la migration sous le contrôle de l'État et permettre de maintenir l'illusion d'une société soudée par une origine commune.

Égalité

Un positionnement clair doit impliquer également la question de l'égalité. La liberté individuelle, l'autodétermination et l'égalité des chances sont des préoccupations libérales fondamentales et doivent aussi et surtout s'appliquer aux modes de vie qui s'écartent de la norme. Un État libéral permet la diversité et respecte les décisions privées, notamment en ce qui concerne les relations et les modes de vie. Il n'appartient pas à l'État de privilégier certaines formes de relations et de modes de vie par rapport à d'autres. Aujourd'hui, cependant, le genre et l'orientation sexuelle jouent toujours un rôle dans la manière dont nous façonnons notre vie et nous développons, que ce soit en raison de contraintes structurelles et de discriminations ou de certaines conceptions dominantes des rôles, de la famille ou de la sexualité. Le système juridique suisse est encore largement basé sur un modèle familial traditionnel. Nous prôtons donc la liberté individuelle, l'autodétermination et l'égalité des chances entre les sexes et toutes les formes de

vie. L'égalité des chances entre les sexes, que nous avons inscrite dans la Constitution, doit être réalisée dans tous les domaines de la vie. Toutes les formes consensuelles de relations et de modèles familiaux, qu'ils soient de même sexe ou de sexe opposé, de personnes mariées ou non, doivent être également possibles.

Questions transversales

Enfin, dans notre travail, nous tenons compte des questions transversales que sont **le changement climatique, la numérisation et les discriminations**. Partout où nous agissons sur le plan politique, où nous prenons position, où nous préparons une campagne, où nous commentons une proposition, nous nous posons consciemment, systématiquement et dans le cadre d'un échange mutuel la question suivante : quel est le lien entre le sujet traité et le changement climatique, la numérisation et les discriminations structurelles, quels aspects deviennent ainsi plus importants, lesquels le sont moins ? Dans la mesure du possible, nous abordons les références à ces questions transversales dans nos argumentaires ou autres publications et dans nos activités, et nous tenons compte de ces références notamment lors du choix du cadrage d'une campagne. Nous définissons des procédures selon lesquelles nous soulevons et examinons systématiquement ces questions d'intégration à des moments-clés du développement des campagnes.